

**Service eau et risques
Unité milieu aquatique et ressource en eau
Réf. : SER/MARE/GS**

ARRÊTÉ PREFECTORAL N°

Portant autorisation de pêche professionnelle en eau douce sur les étangs et les marais du Crey et du Charnier sur la commune de Vauvert, pour monsieur Thibault MEYNADIER.

**La préfète du Gard
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.431-1, L.431-3, L.436-1, L.436-13, R.436-14, R.436-15, R.436-16, R.436-18, R.436-19, R.436-20, R.436-21, R.436-25, R.436-26 et R.436-28, R.436-65-3, R.436-65-4 et R.436-65-5.

VU l'arrêté ministériel du 5 février 2016 relatif aux périodes de pêche de l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) aux stades d'anguille jaune et d'anguille argentée.

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

VU l'arrêté préfectoral du Gard n° 30-2022-03-28-003 du 28 mars 2022 portant délégation de signature en matière d'administration générale à monsieur André HORTH, direction départementale des territoires et de la mer du Gard.

Vu La décision n° 2022-AH-AG01 du 1^{er} avril 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale à monsieur André HORTH, directeur départemental des territoires et de la mer du Gard.

VU la demande déposée le 14 janvier 2022 par monsieur Thibault MEYNADIER, pêcheur professionnel en eau douce.

VU la convention d'occupation du domaine public de la communauté de communes de petite Camargue, en date du 7 juin 2021, relative aux étangs et aux marais du Crey d'une superficie approximative de 74 ha, situé sur la commune de Vauvert.

VU la convention d'occupation du domaine public de la communauté de communes de petite Camargue, en date du 16 juin 2021, relative aux étangs et aux marais du Charnier d'une superficie approximative de 170 ha, situés sur la commune de Vauvert.

VU l'avis favorable du président de l'A.A.I.P.P.E.D. Rhône aval méditerranée en date du 14 mars 2022.

VU l'avis favorable sous réserve de l'office français de la biodiversité - service départemental du Gard en date du 9 mars 2022.

VU l'accord tacite du président de la fédération du Gard pour la pêche et la protection des milieux aquatiques.

CONSIDERANT que la pêche dans les eaux douces et fluviales du département du Gard est réglementée dans le but de protéger les différentes espèces de poissons et notamment les salmonidés.

CONSIDERANT que monsieur Thibault MEYNADIER est adhérent à l'association interdépartementale agréée des pêcheurs professionnels Rhône Aval Méditerranée.

CONSIDERANT que la communauté de communes de petite Camargue autorise monsieur Thibault MEYNADIER, par convention en date du 7 juin 2021, à occuper à titre précaire et révocable les biens des étangs et des marais du Crey d'une superficie approximative de 74 ha, situés sur la commune de Vauvert et par convention en date du 16 juin 2021, à occuper à titre précaire et révocable les biens des étangs et marais du Charnier d'une superficie approximative de 170 ha, situés sur la commune de Vauvert, pour exercer son activité de pêche professionnelle.

CONSIDERANT que la demande de monsieur Thibault MEYNADIER est conforme aux exigences de l'arrêté du 4 octobre 2010 qui régit les autorisations de pêche de l'anguille en eau douce.

SUR PROPOSITION de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

Monsieur Thibault MEYNADIER dont le lieu d'habitation est au chemin de Saint-Gilles - 30600 Vauvert, est autorisé à pratiquer la pêche professionnelle en eau douce dans les conditions fixées au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Validité de l'autorisation

Cette autorisation est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 pour l'anguille.

ARTICLE 3 : Heures et lieux de captures

La pêche de l'anguille peut être pratiquée à toute heure (manœuvre, relève et pose des engins).

La pêche des autres espèces peut être pratiquée quatre heures avant le lever du soleil et quatre heures après son coucher (manœuvre, relève et pose des engins).

Les filets et engins de toute nature doivent être retirés de l'eau du samedi 18 heures au lundi 6 heures à l'exception toutefois des bosselles à anguilles, nasses et verveux (relève hebdomadaire). Les nasses et verveux destinés à la capture d'autres espèces que l'anguille peuvent rester dans l'eau mais ne peuvent être manœuvrés.

Les pêches sont situées sur les étangs et les marais appartenant à la commune de Vauvert (en 2^{ème} rive) d'une superficie approximative de 74 ha (Crey) et d'une superficie approximative de 170 ha (Crey).

ARTICLE 4 : Période d'ouvertures spécifiques et stades autorisés pour la pêche de l'anguille

La pêche à l'anguille est ouverte selon les périodes indiquées ci-dessous (arrêté du 5 février 2016 relatif aux périodes de pêche de l'anguille européenne aux stades d'anguille jaune et d'anguille argentée :

- * La pêche de l'anguille de moins de douze centimètre est interdite toute l'année.
- * La pêche de l'anguille jaune est autorisée du 15 mars au 1^{er} juillet puis du 1^{er} septembre au 15 octobre .
- * La pêche de l'anguille argentée (ou anguille de dévalaison) est autorisée du 1^{er} septembre au 15 octobre.

ARTICLE 5 : Nombre, nature et dimensions des engins et matériels autorisés

Engins utilisés :

- * 50 verveux à ailes, maille de 10 mm minimum (capture d'anguille) ;

Les divers engins destinés à la capture de l'anguille (maille de 10mm) sont interdits, en dehors de ces périodes d'ouverture.

L'article R.436.26 du code de l'environnement interdit l'utilisation d'engins à mailles inférieures à 10 mm quelle que soit l'espèce piscicole capturée.

ARTICLE 6 : Positionnement et marquage des engins

Les filets et engins de toute nature, fixes ou mobiles, lignes de fond comprises, ne peuvent :

- * Occuper plus des 2/3 de la largeur mouillée du cours d'eau, de la roubine ou du plan d'eau, dans les emplacements où ils sont utilisés ;
- * Etre employés simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées, même par des pêcheurs différents, que s'ils sont séparés par une distance égale à trois fois au moins la longueur du plus long de ces filets ou engins (Les lignes dormantes ne sont pas concernées).

Dans les eaux du domaine privé (cas des étangs et marais de Vauvert), la partie supérieure des filets doit être apparente au-dessus de l'eau sur toute la longueur tendue ou jalonnée d'une manière visible.

Les engins utilisés doivent être identifiés distinctement de manière à les différencier des engins appartenant aux autres pêcheurs professionnels régulièrement autorisés dans le même secteur. De plus, ce marquage permet d'éviter la confusion avec ceux utilisés par des personnes n'ayant aucun statut de pêcheur professionnel aux engins.

Monsieur Thibault MEYNADIER doit obligatoirement identifier tous ses engins à l'aide d'une étiquette en matière plastique, de couleur visible et portant ses initiales : MT.

7 : Présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de pêche. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce.

ARTICLE 8 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'a pas respecté les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

ARTICLE 9 : Tenue d'un registre de capture

Tout pêcheur professionnel en eau douce d'anguilles jaunes et argentées déclare ses captures une fois par mois, au plus tard le 5 du mois suivant.

Les pêcheurs professionnels doivent également tenir à jour, après chaque relevé, une fiche de captures en eau douce.

De plus, une fiche de déclaration de captures d'anguilles doit être renseignée après la pesée des poissons avant enlèvement par le mareyeur. Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (ou des) détenteur (s) du droit de pêche.

ARTICLE 10 : Affichage et publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet de la préfecture : www.gard.gouv.fr.

ARTICLE 11 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

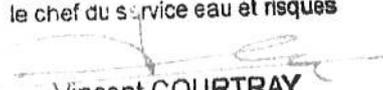
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 12 : Exécution

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité du Gard, le colonel commandant du groupement de gendarmerie du Gard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont notification sera adressée au bénéficiaire. Une copie est transmise à la fédération du Gard pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au président de l'association des pêcheurs professionnels Rhône aval méditerranée, à la communauté de communes de petite Camargue ainsi qu'à la commune de Vauvert.

Nîmes, - 7 AVR. 2022

Pour la préfète
Pour la préfète et par délégation
le chef du service eau et risques


Vincent COURTRAY

TIMBRES ANNUELS



NOM : MEYNADIER

PRENOM : THIBAUT

NE LE : 10/09/1994

FAIT A : RAPHELE LES ARLES

LE : 01/01/2019

Le trésorier

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Thibault", written over a horizontal line.





NOUS CONTACTER

N° client : 6025387792



Par Internet

edf.fr

application mobile : EDF&MOI

mail : serviceclient@edf.fr

Par téléphone

Du lundi au samedi dès 8h et jusqu'à 20h

3404

Service gratuit + prix appel

Mon Compte sur Serveur Vocal

09 70 83 33 33

(Service gratuit + prix appel)

Par courrier

EDF SERVICE CLIENTS TSA 21941
62978 ARRAS CEDEX 9

MEYNADIER THIBAUT

MANIPOU NAIS

. CHEMIN VIEUX DE SAINT GILLES

30600 VAUVERT

ATTESTATION TITULAIRE DE CONTRAT

NOUS ENVOYER UN CHEQUE ENERGIE

Par courrier

EDF TSA 81401
87014 LIMOGES Cedex 1

Par la présente, EDF atteste que M. THIBAUT MEYNADIER et NAIS MANIPOU sont actuellement titulaires d'un contrat auprès d'EDF pour le logement situé au MAS D ANGELIN, 30600 VAUVERT.

Ce contrat a été établi aux noms de M. THIBAUT MEYNADIER et NAIS MANIPOU sur la base de leurs déclarations.

Pour servir et valoir ce que de droit.

A Paris, le 10 juin 2024.

Guillaume
Votre conseiller EDF

Lieu de consommation

MAS D ANGELIN
30600 VAUVERT

Titulaire du contrat

MEYNADIER THIBAUT
MANIPOU NAIS

Votre contrat

N° de client : 6 025 387 792

N° de compte : 4 08 4 045 411 619

(numéro à transmettre pour le règlement de vos factures)

Electricité « Tarif Bleu »

- Point de livraison (PDL) :
N° 24570043364950
- Puissance : 12 kVA

Cachet Électronique
Visible d'authentification
de ce document

2D-DCC



URSSAF POITOU-CHARENTES-PECHE
MARITIME
TSA 70004
38046 GRENOBLE CEDEX 9

A AYTRE, le 16 Janvier 2024

Nous contacter

Courriel: marins.urssaf.fr
Tel.: 0 806 803 232

Références

N° de Sécurité sociale 1940934145034
N° SIRET 81867421000013
N° TI 754000000000109304 9

Page 1/1

MR MEYNADIER THIBAUT JEAN
CHE SAINT GILLES
30600 VAUVERT

CODE DE SÉCURITÉ

OF1XMUXN725RNKQ

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

Monsieur,

Afin de vous aider à compléter votre déclaration fiscale, je vous prie de trouver ci-après les informations concernant la CSG et la CRDS appelées en 2023 :

	Montant déductible	Montant non déductible	
	CSG	CSG	CRDS
Contributions provisionnelles année 2023	1552 €	548 €	114 €
Régularisation année 2022 sur revenus d'activité	22 €	8 €	2 €
Régularisation année 2022 sur revenus de remplacement	-	-	-
Contributions provisionnelles année 2022	-	-	-
Régularisation année 2023 sur revenus d'activité	-	-	-
Régularisation année 2023 sur revenus de remplacement	-	-	-
TOTAL	1574 €	556 €	116 €

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Cordialement,

Le Directeur, Thierry de LABURTHE



Extrait Kbis

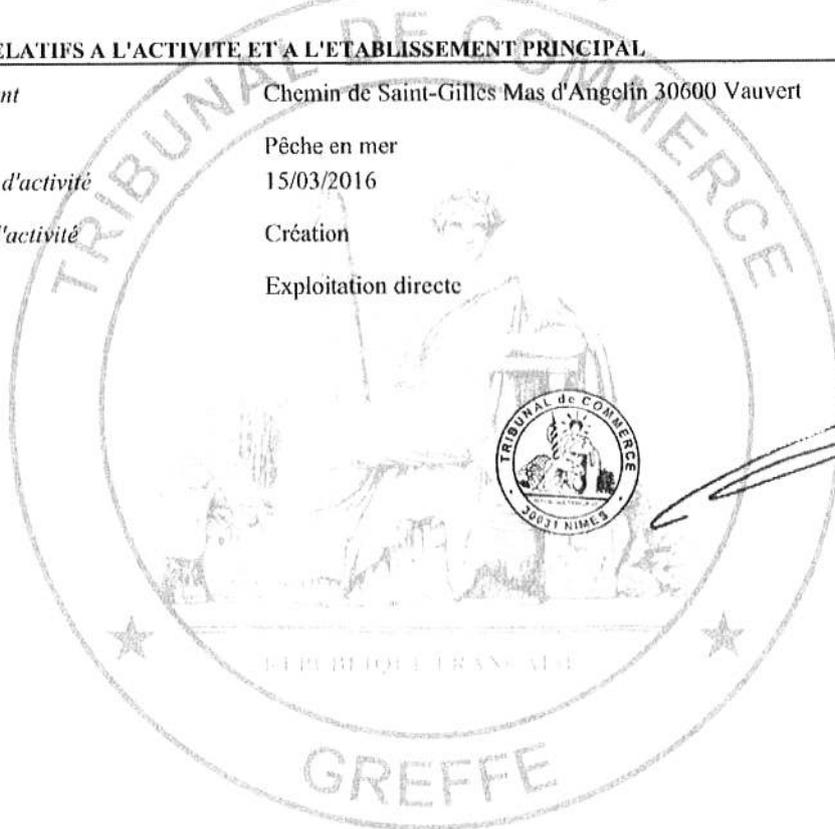
EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 9 juin 2024

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE

Immatriculation au RCS, numéro 818 674 210 R.C.S. Nîmes
Date d'immatriculation 29/02/2016
Nom, prénoms **MEYNADIER Thibault Jean**
Date et lieu de naissance Le 10/09/1994 à Lunel (34)
Nationalité Française
Domicile personnel Chemin de Saint-Gilles Mas d'Angelin 30600 Vauvert

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement Chemin de Saint-Gilles Mas d'Angelin 30600 Vauvert
Activité(s) exercée(s) Pêche en mer
Date de commencement d'activité 15/03/2016
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe



Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT



Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Envoyé en préfecture le 27/06/2024

Reçu en préfecture le 27/06/2024

Publié le 27/06/2024

ID : 030-243000593-20240621-DEC2024_06_55-CC



Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AU207259

M. MEYNADIER Thibault
MAS D'ANGELIN
30600 VAUVERT

Attestation d'assurance de Responsabilité Civile

Paris, le 11 juin 2024

Generali Iard atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AU207259 garantit :

M. MEYNADIER Thibault
Mas D'angelin
30600 Vauvert

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de son activité professionnelle :

- Pêcheur professionnel

TABLEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile avant Livraison	
Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus	10 000 000 EUR par sinistre
Dont :	
• Tous dommages résultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles	2 000 000 EUR par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR par sinistre
• Dommages causés aux biens confiés et/ou prêtés (dommages matériels et immatériels consécutifs)	250 000 EUR par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	350 000 EUR par sinistre

1/ 2





Attestation contrat N°AU207259

Envoyé en préfecture le 27/06/2024

Reçu en préfecture le 27/06/2024

Publié le 27/06/2024

ID : 030-243000593-20240621-DEC2024_06_55-CC



GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle	
Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus Dont :	3 000 000 EUR par année d'assurance
• Pour l'ensemble des dommages immatériels non consécutifs y compris frais de dépose-repose et de retrait engagés par des tiers	250 000 EUR par année d'assurance
• Frais de dépose et repose engagés par l'Assuré	250 000 EUR par année d'assurance
• Frais de retrait engagés par l'Assuré y compris dépenses de restauration de l'image de marque	250 000 EUR par année d'assurance
• Dommages causés par des produits exportés par l'Assuré aux USA ou au Canada (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs)	Exclu
Frais de prévention	
Frais de prévention	175 000 EUR par année d'assurance
Risques environnementaux	
Atteintes accidentelles à l'environnement tous dommages et frais confondus Dont :	1 000 000 EUR par année d'assurance
• Préjudice écologique, tous dommages et frais confondus	300 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
Frais de prévention	100 000 EUR par année d'assurance
• Responsabilité environnementale, tous dommages et frais confondus	300 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
Frais de prévention	100 000 EUR par année d'assurance
GARANTIE JURIDIQUE	
Défense Pénale et Recours	SOUSCRIT

La présente attestation est valable pour la période du 11 juin 2024 au 31 mai 2025 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
Directeur des Opérations

2 / 2

